

«le complot trotskyste» en tchéco/ /slovaquie

texte
de l'opposition
révolutionnaire



cahiers «rouge»

SPECIAL

DANS LES CAHIERS « ROUGE »

DOCUMENTS DE FORMATION COMMUNISTE

1. *Eléments de théorie économique marxiste*
2. *La médecine confisquée*
3. *De la bureaucratie*
4. K. MODZELEWSKI, J. KURON :
Lettre ouverte au Parti ouvrier polonais
5. *L'intervention en Tchécoslovaquie, Pourquoi ?*
Construire le parti révolutionnaire
Construire l'Internationale !
- 6- 7. I. *Théorie et système d'organisation*
- 8- 9. II. *De l'internationalisme à l'Internationale*
- 10-11. III. *Dialectique des secteurs d'intervention*
12. *Le deuxième souffle. Problèmes du mouvement étudiant*
13. *La Pédagogie et la Crise de la Bourgeoisie*

SÉRIE CLASSIQUES

1. Léon Trotsky, *Nature de l'Etat soviétique*
2. Léon Trotsky, *La révolution permanente en Russie*

SÉRIE « MARX OU CRÈVE »

1. *Marxisme et petite-bourgeoisie*
2. Denise Avenas, *Economie et politique dans la pensée de Trotsky*

Cahier Rouge Spécial

Le « complot
trotskyste » en
Tchécoslovaquie

Les textes de
l'opposition révolutionnaire

FRANÇOIS MASPERO

1, place Paul-Painlevé - 5^e

PARIS

1970

Table

1. LE COMLOT	3
L'aveu	4
Un procès, pourquoi faire ?	6
2. LES TEXTES	8
En Tchécoslovaquie aussi, l'existence détermine la conscience	8
Une famine de politisation	10
Du matériel hautement subversif	10
<i>Comment établir la démocratie ouvrière en Tchécoslovaquie ?</i>	11
<i>Après l'intervention</i>	17
<i>Manifeste constitutif du mouvement de la jeunesse révolutionnaire tchécoslovaque</i>	18
<i>Lettre du C.A. du 17 novembre</i>	21
<i>Le parti socialiste révolutionnaire</i>	22
<i>Déclaration de la commission idéologique du P.R.S.T.</i>	23
Extrait du programme	30
Annexe	32

I

Le complot

Le 21 août 1968, 600.000 hommes de troupe, la plus formidable armada depuis la deuxième guerre mondiale, occupaient, au cours d'une des plus grandes opérations militaires de tous les temps, un pays « étranger » : la Tchécoslovaquie. Cette invasion n'a été officiellement réclamée ni par le Parti, ni par l'Etat ; elle a été accueillie avec haine par l'immense majorité du peuple. Elle a été préparée en Tchécoslovaquie par un tout petit groupe, travaillant dans le secret le plus absolu et conservant la clandestinité même après le 21 août par crainte de la colère des masses. Elle n'a été matériellement possible que par l'intervention extérieure de l'énorme potentiel militaire soviétique.

Si les mots ont un sens, il s'agit alors typiquement « d'un complot puissamment soutenu par l'étranger » ; et la racaille stalinienne actuellement en poste au ministère de l'Intérieur à Prague sait pertinemment que si elle peut aujourd'hui parler haut et fort, elle le doit à la réussite de ce complot. Que dans ces conditions, ces Messieurs voient le monde à leur image et, la panique aidant, identifient toute opposition à un complot n'a rien de surprenant ; mais quelle hypocrisie que d'oser s'en plaindre ! D'où détenez-vous votre pouvoir et avec quels moyens entendez-vous le conserver, staliniens de Prague ? Vous n'avez aucune qualité pour empêcher quiconque de comploter : le respect de la loi, dans votre bouche, c'est la soumission à votre pouvoir illégitime.

Ceci dit, il n'y avait aucun « complot trotskyste » à Prague. Nous y reviendrons ; mais signalons tout de suite que, sauf dans les actes d'accusation des procès truqués de Moscou de 1936 ou de leurs homologues tchécoslovaques des années 50 (Slansky), il n'y a jamais eu de « complot trotskyste » : bien que limitées, les réhabilitations « officielles » ont commencé à faire justice sur ce point. Il n'y a aucun doute pour nous que les juges d'aujourd'hui seront jugés demain. La seule réalité donc, c'est l'accusation ! En soi, elle n'est pas originale : elle provient de l'arsenal classique stalinien, modèle 1936, mais malheureusement, elle va poser aujourd'hui à ses utilisateurs quelques problèmes non prévus et nous doutons fort que les deux « spécialistes » envoyés par Moscou soient à la hauteur.

1. A moins qu'on ne puisse obtenir, en prime, comme à la belle époque, « les aveux ».

Comment démontrer qu'une dizaine de citoyens tchécoslovaques — même aidés par « une anarchiste allemande » : Sibille Plogstedt — armés seulement de matériel de propagande (avec circonstance aggravante, peut-être, des livres « étrangers » !) puisse réellement « créer des crises politiques » ? *Le Monde* qui est un journal réaliste, pour sa part, a « peine à croire, toutefois, qu'un groupe de jeunes gens pouvaient renverser le régime en Tchécoslovaquie et dans les pays voisins. Les craintes qu'exprime le *Rude Pravo* paraissent exagérées ». Que la radio de Prague s'en prenne à la presse occidentale parce qu'elle minimise l'affaire ainsi que l'influence du trotskysme en Tchécoslovaquie (*Le Monde*, 17-1-1970), ne change rien. Voilà pourquoi, pour donner un peu de consistance à l'affaire, cette même radio ajoute que « comme Trotsky, ses héritiers reçoivent des subventions qui se chiffrent par millions, qui dépassent les possibilités des individus, et dont le F.B.I. et la C.I.A. doivent bien avoir connaissance ». Comme on le voit, la chose est plutôt suggérée que nettement affirmée ; ce qui prouve seulement qu'en haut lieu on hésite encore sur l'efficacité de cette « preuve ».

Toute cette fumée ne vise qu'à masquer une évidence : cette poignée d'individus est dangereuse parce qu'elle exprime tout haut ce que l'écrasante majorité de la population est contrainte de penser tout bas. Après l'expérience amère du 21 août 68, la nécessité d'une révolution antibureaucratique qui donnerait le pouvoir réel aux Conseils d'Ouvriers, la suppression de l'armée et de la police (on a compris quel avait été son rôle !) sont devenues des idées plus évidentes que les masses. Les docteurs du Kremlin ont diagnostiqué là « une idéologie trotskyste ». Quel hommage pour le trotskysme ! Mais le sens de la manœuvre est clair ; comme on ne peut pas dire la vérité : les masses, voilà l'ennemi ; on se rabat sur l'adversaire héréditaire : l'étranger et le trotskysme.

Donc, dans cette affaire, ce sont les bureaucrates qui ont avoué. Et l'aveu est de taille : le danger qui menaçait en Tchécoslovaquie n'était pas de droite, mais de gauche. Nulle part (pour l'instant, à la date du 20-1-1970) n'est reproché aux « comploteurs » d'avoir voulu rétablir le capitalisme. Que la révolution antibureaucratique représente pour la bureaucratie un danger au moins aussi grand que la restauration du capitalisme, c'est certain ; qu'il lui faille pour s'y opposer, employer des moyens colossaux, c'est l'évidence même. Mais il s'agit d'un danger d'une autre nature et qu'il est beaucoup plus difficile d'expliquer. Si, comme elle semble actuellement en prendre le chemin, la pègre bureaucratique qui règne à Prague veut monter autour de cette affaire un « procès à grand spectacle », elle aura des comptes à rendre, y compris au sein du mouvement communiste officiel.

Vous avez littéralement envahi militairement un pays « frère » ; et ce faisant vous avez dû fouler au pied tout votre enseignement sur les beautés de la coexistence pacifique qui était — rappelons-le — fondé sur la « non-ingérence » dans les affaires intérieures entre Etats à systèmes sociaux différents ; qui croira désormais à cette plaisanterie, quand on peut voir, que même entre Etats à systèmes sociaux identiques, il y a — et c'est le moins qu'on puisse dire — « ingérence » !

Vous avez déclenché dans pratiquement tous les P.C. occidentaux une crise plus ou moins ouverte et qui va considérablement accélérer leur décomposition.

A la hauteur de cette énormité, il n'y avait qu'une seule justification publique vraisemblable : le danger de restauration du capitalisme. Que ce danger existe en Tchécoslovaquie (comme il existe en U.R.S.S.) n'est pas une découverte pour des trotskystes : ce n'est quand même pas nous qui avons inventé la « théorie du socialisme dans un seul pays » ! Mais bien que la dénonçant, pour les besoins de votre intervention, vous étiez totalement incapables de le voir : Le danger ne vient pas de « l'idéologie bourgeoise » en soi, mais de l'existence même de ce régime stalinien, vomi par l'écrasante majorité des travailleurs et des intellectuels et dont vous êtes totalement responsables. Voilà pourquoi, fidèles à votre conception policière de l'histoire, vous avez situé le danger de restauration uniquement au niveau de la propagande « bourgeoise » et de « complots impérialistes ». Somme toute, ce n'était pour vous qu'une question de censure à rétablir. Mais vous avez employé là une arme à double-tranchant : si le danger était là où vous le situez, quelles preuves en apportez-vous ?

Ce n'est pas le temps qui a manqué : l'enquête a duré plus d'un an et demi ; ce ne sont pas non plus les moyens de police : vous disposez de plus de 500.000 hommes, sans compter les supplétifs locaux. Nous ne prétendons pas connaître toute la masse de littérature sortie pendant ce « printemps de Prague », mais sur ce point, nous faisons entièrement confiance à vos spécialistes. Le fait qu'ils aient dû nous exhiber la lettre en 2.000 mots de Vaculik¹ comme arme essentielle de la contre-révolution, prouve assez qu'il ne leur a pas été possible de mettre la main sur une quelconque propagande bourgeoise un tant soit peu consistante. Quant au complot bourgeois, on en attend encore les traces.

Nous n'aurons pas le mauvais goût de rappeler l'affaire Sejna. Ce général était un des principaux piliers de régime de Novotny, un des plus durs dans la lutte contre le « danger bourgeois ». Parfait, mais dès les premiers symptômes de mobilisation des

2. Voir « Cahier Rouge », n° 5, *L'intervention en Tchécoslovaquie, Pourquoi ?*

3. Il s'est trouvé, dans le monde, parmi ceux qui ont approuvé l'intervention, quelques révolutionnaires. Ceux-là étaient alors davantage capables de cerner les causes du danger de restauration du capitalisme. Mais ils ont toujours oublié que ces dangers (notamment la recherche de l'intérêt personnel, sapant la conscience socialiste et une politique extérieure dénuée de tout principe internationaliste) s'étaient développés sous Novotny, Dubcek ne faisant qu'entériner cet état de fait. Il est alors clair que l'effet *objectif* de l'intervention va à l'encontre du but affiché : qui peut raisonnablement penser que l'équipe imposée actuelle, celle des Bilak et des Indra fera avancer la conscience socialiste dans les masses ou développera une politique internationaliste ? Nous ne condamnons pas tant l'intervention pour ses causes (coup de force au service des intérêts réactionnaires de la bureaucratie) que pour ses effets. Et nous, nous n'avons aucune surprise à découvrir qu'il y a un rapport entre les deux !

4. Lettre qui insistait, avant toute chose, sur la nécessité de l'auto-organisation des masses et ce en pleine période d'illusion « dubcekkienne ».

masses, après janvier, cette « crapule stalinienne » (Marchais nous pardonnera le terme) s'enfuit aux U.S.A. où il obtiendra le droit d'asile. Voilà un bel exemple de liaison avec l'impérialisme, mais malheureusement, il nous vient tout droit de nos docteurs en socialisme. Et désormais, il n'est plus possible de parler de ce complot en Tchécoslovaquie.

UN PROCES, POURQUOI FAIRE ?

Nous ne croyons pas à une justice « impartiale » et en Tchécoslovaquie moins qu'ailleurs. Quelles que soient les calomnies lancées contre les accusés, le procès qui se prépare est un procès politique et comme tel il a davantage pour objectif d'anihiler toute volonté d'opposition que de « juger ». Nous doutons de l'efficacité historique du procédé : on a déjà condamné plusieurs milliers de personnes (dont beaucoup pour trotskysme !) dans la Tchécoslovaquie des années 50 ; il paraît qu'aujourd'hui, il faut recommencer. Mais nous doutons même de son efficacité immédiate du propre point de vue de la bureaucratie. Certes, nous ne sommes pas orfèvre en la matière, mais il nous paraît clair que le jeu de bascule que Dubcek avait initié et que Husak tentait de prolonger est terminé, il n'a pratiquement plus d'espace possible. Quelles que soient les volontés affichées de Husak de maintenir « les conquêtes d'après janvier » pour le futur, il doit s'appuyer maintenant sur des forces réelles. Et maintenant, il doit « normaliser », c'est-à-dire, en termes moins galants, mais plus précis, obtenir le plus vite possible et à tout prix le maximum de dépolitisation dans les masses⁵.

Dans toute la faune bureaucratique, ceux qui appliquent avec le plus de zèle et d'enthousiasme les consignes de normalisation font partie de la vieille garde stalinienne, celle de la belle époque. A ceux-là, vingt années d'histoire n'ont rien appris si ce n'est que les tentatives d'apaiser les masses par les compromis (traduction = concession petite-bourgeoise faite par Dubcek) se révèlent, à terme, plus dangereuses que pas de concessions du tout. Ce sont peut-être les individus les plus détestés des masses, mais qu'importe ! on a la censure. Eux au moins ont une ligne et une force pour l'appliquer. Ça manque de prestige, peut-être, mais c'est plus sûr. Ces gaillards iront certainement de provocation en provocation⁶, mais nous n'aurons pas la naïveté de penser (comme le fera certainement l'*Humanité*) qu'il s'agit d'« erreurs ». La logique de la normalisation c'est la répression ; et la répression, dans les conditions actuelles, ne peut pas être laissée à des enfants de chœur.

Mais ce dont nous sommes sûrs, c'est que cette répression ancrera dans l'esprit des masses la nécessité de la Révolution.

5. Ce qui, à notre avis, représente un des facteurs le plus dangereux permettant une victoire de la contre-révolution.

6. Il est possible que la bêtise de cette pègre effraye ses collègues « libéraux » et qu'on remette le procès à plus tard. Ceci dépend de calculs et de rapports de force dans un univers que nous connaissons mal et qu'il est difficile de prévoir.

Radio-Prague a le culot de se plaindre que l'Occident minimise l'affaire, sans la connaître, mais à qui la faute ? A-t-on laissé l'antenne à ceux qui étaient concernés ?

Dans la mesure de nos possibilités, nous allons présenter aux militants français le contexte dans lequel a surgi l'avant-garde révolutionnaire tchécoslovaque.

7. Plutôt bizarre, nous qui croyions que le complot venait de l'Occident.

Les textes

EN TCHECOSLOVAQUIE AUSSI, L'EXISTENCE DETERMINE LA CONSCIENCE

Ceux qui n'ont pas vécu dans les pays dits « socialistes » ont souvent bien des difficultés à comprendre dans quelles conditions a pu naître en Tchécoslovaquie le complot « trotskyste », cette variante du complot « germano-sioniste » polonais et de tant d'autres à naître encore inévitablement dans la mythomanie policière des bureaucrates stalinien.

Il y a des gens qui disent : « Les étudiants tchèques sont réactionnaires : le Vietnam ? C'est une question qui les laisse totalement indifférents. » Soit. Mais alors pourquoi ?

Il faut avoir à l'esprit, avant tout, cette vérité très profonde que c'est l'existence qui détermine la conscience.

Commençons par le passé novotnien. L'« internationalisme » de Novotny était l'application fidèle de l'internationalisme des dirigeants du Kremlin. Directement subordonné aux intérêts de la bureaucratie soviétique, il lui servait de couverture aux yeux des travailleurs. Il était le mal nécessaire. « La bureaucratie internationale et sa force dirigeante — la bureaucratie soviétique — craint tous les mouvements révolutionnaires authentiques dans le monde car ils menacent le monolithisme intérieur qui lui permet d'exercer sa dictature sur sa propre classe ouvrière. Désirant la stabilisation internationale et intérieure de son système sur la base du partage du monde en sphères d'influence avec le capitalisme, la bureaucratie étouffe les mouvements révolutionnaires sur son territoire et freine, au moyen de son influence sur les partis communistes officiels, le développement des mouvements en Amérique latine, Afrique, Asie. »

Comment apparaissait cet « internationalisme » aux yeux des masses ? Comme une cérémonie rituelle dont le déroulement s'inspirait davantage de la chronologie chrétienne que de la réalité

1. MODZELEWSKI, KURON, *Lettre ouverte au Parti Ouvrier polonais*, Cahiers Rouge, n° 4.

de la lutte des classes au niveau international. Lundi c'était une marche étudiante « facultative » (c'est-à-dire : présence obligatoire) pour la paix au Vietnam. Mardi, les femmes des métallos tricotaient des écharpes pour les enfants vietnamiens et au septième jour, on expliquait qu'il s'agissait de soutenir des gens qui, au Vietnam, se battaient pour défendre « le socialisme » c'est-à-dire... une société comme la nôtre. Il est clair qu'il n'y avait là rien de mobilisateur pour des citoyens de l'époque de Novotny. Ce type de « mobilisation » rendait à la bureaucratie un double service : elle sauvait les apparences (que bien des naïfs prenaient pour une réalité) et assurait une dépolitisation effective et un désintéressement complet aux questions internationales. Il est alors clair que l'idéologie dominante sur la question du Vietnam était, en gros, la suivante : Russes et Américains se battent là-bas par Vietnamiens interposés. Eux le payent de leur sang, nous de notre argent, mais dans tous les cas, nous ne sommes pas concernés. Il faut la Paix. Ainsi « l'internationalisme » de Novotny portait ses fruits. Par une démarche différente, les masses arrivaient, elles aussi, à la conclusion de *coexistence pacifique*. Autre exemple, celui de la révolution cubaine. Elle avait généralement peu de prestige dans la jeunesse² ; d'abord parce que Novotny parlait du « camarade » Castro (et en Tchécoslovaquie c'est un cadeau empoisonné) ensuite parce que — tout en finesse — *Rude Bravo* décrivait le bas niveau de vie à Cuba pour justifier l'aide *librement* consentie par le peuple tchécoslovaque³. En fait on ignorait tout de la réalité cubaine. Castro apparaissait seulement comme un Novotny barbu, dirigeant un pays plus pauvre (manquant même vraisemblablement de rasoir !).

Le citoyen tchécoslovaque qui réfléchissait un peu avait une technique bien à lui pour se faire une idée. Son expérience quotidienne, pratique, lui apprenait que la presse ment systématiquement : il lit dans *Rude Pravo* que la production agricole a monté de 10 % mais voit dans la rue que la queue devant le magasin s'allonge. Il traduit : elle a baissé de 10 %. Il lit donc son *Rude Pravo* pour s'informer (il n'a pas le choix) mais prend pour argent comptant strictement le contre-pied de ce qu'il voit. La même méthode en politique internationale : on a vu ce que ça donnait sur la question du Vietnam. Mais la lecture à l'envers de la prose stalinienne ne donne pas nécessairement une compréhension correcte de la réalité politique. Si on ajoute à ceci que le poste le plus écouté en Tchécoslovaquie (y compris par les membres du C.C. !) était Radio-Europe-Libre on comprend que cette technique de lecture tombait en défaut sur un point capital : la nature de la société tchécoslovaque. Comme Novotny et son pire ennemi : Radio-Europe-Libre affirmaient conjointement qu'en Tchécoslovaquie c'était le socialisme, ceci paraissait une évidence comme deux fois deux égale quatre.

2. Signalons que les rares militants tchécoslovaques qui avaient compris le sens profond de la révolution cubaine sont actuellement en prison.

3. On faisait d'une pierre deux coups en laissant entendre que cette aide était à l'origine de certaines difficultés économiques internes. Ce qui, comme on le pense, augmentait le prestige de Cuba.

UNE FAMINE DE POLITISATION

Après janvier 1968 les « libéraux » aux prises avec les novotniens ont dû, petit à petit, pour se concilier l'appui des masses, supprimer la censure. Et même toute forme de répression policière. C'est une période de tolérance où la liberté d'expression n'est menacée que par les vagues contours de l'intervention soviétique éventuelle — argument qui permet à Dubcek de contenir les masses dans les limites du « raisonnable ».

A partir de ce moment, d'abord chez les intellectuels puis chez les travailleurs, l'apathie, voir le cynisme politique, cède place à un immense intérêt. Pour la première fois depuis 20 ans, c'est devant *Rude Pravo*, organe officiel du Parti, que se forment les queues ! N'ayant plus la matraque sur le dos, les étudiants ne comprennent pas bien la nécessité de s'organiser. Vivant au jour le jour, ils ne croient pas à la répression. De plus, l'immense machine bureaucratique dans laquelle ils ont vécu jusque-là les rend, dans l'ensemble, prudents sur les bienfaits de l'organisation...

Le Club de la Gauche Révolutionnaire (Sdružení názorové revolucní lvice), créé après janvier, fait apparemment partie de ces innombrables clubs nés comme des champignons après la pluie : se regrouper n'importe comment, pour enfin pouvoir débattre ensemble de toutes sortes de sujets, visiter les musées ensemble, mais en dehors du Parti et de l'étouffoir de ses traditionnelles organisations de masse. C'est une apparence : dans sa déclaration constitutive (publiée dans *Informační Materiály*, n° 1), les membres du Club préciseront : « Nous nous réunissons pour essayer de contribuer au développement du processus révolutionnaire amorcé en Tchécoslovaquie en 1948 et pour empêcher toutes les tentatives de le freiner ou de le dévier. »

L'Assemblée Constitutive était même annoncée dans *Rude Pravo*. Le but de ce club était clairement défini, c'était un objectif socialiste et révolutionnaire. Il s'agissait à cette époque de se substituer aux membres du Parti qui avaient failli à leur tâche. Mais on lisait plus loin quelque chose qui sent davantage le soufre : « Nous voulons être en contact idéologique avec tous les mouvements révolutionnaires à travers le monde. » Ses membres exigeaient la publication d'une loi qui consacre leur existence juridique. Ils publièrent 2 numéros de ce « Matériel d'Information », qui était le reflet de leur débat, en particulier sur la question de la démocratie ouvrière, du contrôle ouvrier et de la dictature du prolétariat. Avant de donner quelques extraits de ces numéros, indiquons leur sommaire.

DU MATERIEL HAUTEMENT SUBVERSIF

Le premier numéro comprend la Déclaration du Club de la Gauche Révolutionnaire ; une « Lettre de Paris » (sur les évé-

nements de mai 1968) ; sur les Conseils Ouvriers (voir ci-après). Une déclaration de la IV^e Internationale (sur la nature des événements en Tchécoslovaquie) ; un texte du P.C. chinois sur la révolution culturelle ; à la dernière page, une critique de la *Lettre Ouverte de Modzelewski et Kuron'* portant notamment sur l'échec de l'octobre polonais (1956).

Le deuxième numéro publiait à la suite de l'article sur le contrôle ouvrier ; un article sur le conflit du Moyen-Orient ; un autre article dont le titre est évident : Che Guevara « Vytvorit dva, tri, mnoho Vietnamu ». La reproduction du communiqué sur l'interdiction des organisations révolutionnaires en France.

COMMENT ETABLIR LA DEMOCRATIE OUVRIERE EN TCHECOSLOVAQUIE ?

I

« Actuellement, nous en sommes arrivés à porter la discussion (mais pas encore à la mettre en pratique) sur l'élément le plus important du processus de démocratisation : l'autogestion ouvrière. A l'origine, la conception marxiste du socialisme reposait sur l'idée que l'autogestion ouvrière dans les usines serait le fondement du pouvoir des travailleurs dans le domaine économique et politique.

On comprend ainsi que la revendication d'autogestion ouvrière surgisse à nouveau aujourd'hui à notre stade de développement. Cette période se caractérise par une tentative de réaliser un processus de démocratisation et de créer une réelle démocratie socialiste, qui doit se défendre à la fois contre les éléments conservateurs et les tendances antisocialistes.

La revendication d'autogestion ouvrière ne peut être comprise abstraitement. Tout le monde sait qu'aujourd'hui, même le gouvernement gaulliste avance l'idée qu'une certaine forme de prétendue « autogestion » doit être instituée. La signification de l'autogestion ouvrière est fondamentalement différente selon le système social où elle est appliquée.

Un exemple historique tout à fait important la Yougoslavie montre que là où l'économie de marché (avec ses besoins) prédomine — c'est le cas envisagé par notre nouveau système économique⁴ — les institutions relatives à l'autogestion ouvrière deviennent rapidement des instruments dociles de gestion technocratique par les directeurs d'usine. De plus, il n'est pas vrai que, dans la structure sociale yougoslave, les intérêts des directeurs d'usine coïncident automatiquement avec ceux des ouvriers.

Les entreprises yougoslaves sont censées être exploitées conformément aux désirs des ouvriers. Pourtant, les directeurs exploitent les ouvriers par milliers pour faire augmenter la productivité du travail. Ils font le silence sur le chômage croissant dans le

4. Cette lettre avait été traduite et publiée par le Parlement étudiant.

5. C'était le système économique préconisé par le professeur Ota Sik, basé sur la décentralisation économique et utilisant les mécanismes du marché pour faire fonctionner l'économie.

pays. Et ils ne disent rien à propos de l'émigration de travailleurs qui, du point de vue de l'Etat yougoslave, est devenue l'un des meilleurs moyens pour rétablir l'équilibre de sa balance des paiements.

Pour nous, le programme d'autogestion ouvrière doit avoir un contenu totalement différent. Nous devons clairement comprendre que l'autogestion ne peut être une institution purement formelle. Nous ne devons pas oublier que, pour Marx, le principe d'autogestion n'était effectif que lorsque la totalité du système politique de la société était aux mains des travailleurs ou du moins de leur représentation politique, qui ne peut être autre chose qu'un authentique parti révolutionnaire.

Au stade de développement actuel, un problème important commence à être posé. La question est de savoir si, au-delà de la revendication pour l'autogestion, sera aussi formulée la revendication (en tant que première étape) de garanties effectives du droit de grève. En fait, si le nouveau système économique préconisé par le professeur Ota Sik est mis en application, les travailleurs n'auront aucune garantie sociale. (Ce problème a été correctement traité par Robert Kalidova à la conférence du parti à Prague, cf. Rude Pravo, 5 mai 1968).

Les garanties des droits sociaux des travailleurs doivent être fermement revendiquées. A vrai dire, sans garantie que les intérêts économiques des travailleurs seront satisfaits, il ne peut y avoir aucune garantie que leurs intérêts politiques seront réalisés. La démocratie ainsi que les libertés politiques et civiles, qui ne seraient pas fondées sur une réelle satisfaction des besoins et des intérêts vitaux des plus larges couches de travailleurs, ne peuvent être ni stables ni durables. Cette démocratie et ces libertés bénéficieraient seulement aux groupes sociaux privilégiés; ce ne seraient pas les libertés réelles attendues du processus de démocratisation. Ce ne serait qu'une caricature libérale.

Une démocratie octroyée « d'en haut », une démocratie qui ne s'efforce pas de stimuler au maximum l'activité et l'initiative des plus larges couches de la population, ne pourrait jamais subsister. Elle ne pourrait en aucun cas donner les résultats que tout le monde exige du renouveau actuel. Le Comité Central du parti a posé le problème de la démocratie socialiste trop abstraitement en le présentant comme une question préoccupant le peuple tchécoslovaque dans son entier. En fait, la période que nous avons en vue avant tout se caractérise par un regain d'activité des groupes libéraux désorientés qui ne représentent que des minorités dans la société.

L'autogestion ouvrière est certainement une prémisses essentielle pour la construction d'une démocratie socialiste dans notre société. Pourtant, il est clair qu'elle ne peut faire grand chose à elle seule. Les travailleurs doivent avoir un authentique parti ouvrier révolutionnaire, seul un tel parti peut représenter les intérêts de la plus grande masse des ouvriers. Nous craignons que le processus de développement d'une réelle démocratie socialiste soit bloqué jusqu'à ce que le sommet du parti se débarrasse de ses éléments conservateurs.

Pour être capable de nous défendre effectivement contre les attaques des éléments droitiers, qui ne reflètent les vues que d'une infime minorité de notre peuple, la direction du parti

doit défendre avant tout les intérêts de la classe ouvrière. La mise en place de l'autogestion ouvrière pourrait effectivement atteindre ce but.

Un réel danger existe que l'autogestion ouvrière devienne un camouflage aux directeurs pour manipuler les travailleurs. Notre propre expérience l'a montré (par exemple ce qu'il est advenu des syndicats), de même que les expériences yougoslave et polonaise. Pour éviter que cette éventualité se réalise ici, il faut que soit accordée la liberté d'expression tant en ce qui concerne les formes d'autogestion qu'en ce qui concerne les formes d'autodéfense ouvrière.

Parallèlement au programme de mise en place de l'autogestion ouvrière et parallèlement aux efforts pour susciter l'initiative et l'effort créateur en vue de développer une réelle démocratisation socialiste de bas en haut (c'est-à-dire basée sur les plus larges couches d'ouvriers, d'employés, d'intellectuels, de paysans), nous devons nous efforcer de créer des fonds de grève. C'est ce qui se fait déjà dans les entreprises les plus avancées.

Il est certain qu'une autogestion ouvrière basée sur le principe de la plus large démocratie et dotée des pouvoirs les plus étendus et les plus effectifs, est le fondement du système socialiste tel qu'il était compris par Marx et Lénine. Cependant, ce n'est pas un remède providentiel, car en lui-même, il ne résout pas le problème du pouvoir d'Etat.

Ce problème ne peut être résolu que par une organisation révolutionnaire de la classe ouvrière. Une telle organisation doit être mise en place.

II

La démocratie socialiste doit être effective; elle ne peut rester sur le papier. La démocratie socialiste formelle n'a aucune valeur et aucun sens. Telle était la démocratie bourgeoise; bien que sur le papier elle garantissait le pouvoir au peuple, dans la réalité elle ne le permettait jamais. Quiconque se sent concerné par les intérêts de tout le peuple dans notre pays, ne peut désirer revenir à cet état de choses.

Ce dont a besoin la démocratie socialiste, ce n'est pas d'un système libéral (bourgeois) de partis politiques qui rivalisent pendant les campagnes électorales mais qui, dans la coulisse ou après les élections, se partagent entre eux le pouvoir, si bien que la volonté populaire est frustrée.

Les exigences de la démocratie socialiste sont d'un ordre différent. La démocratie socialiste requiert initialement deux choses: la démocratie de la société en tant que tout doit être fondée sur des « organes auto-gérés des producteurs eux-mêmes » (Marx); le pouvoir politique de la société doit être aux mains d'un parti révolutionnaire de la classe ouvrière. Ces deux prémisses fondamentales de la démocratie socialiste formulées par Marx, puis complétées et vérifiées ensuite par Lénine ne sont absolument pas dépassées. Au contraire, partout où l'on s'efforce d'atteindre la démocratie socialiste, il s'est confirmé que celle-ci ne pouvait être réalisée et encore moins maintenue, si ces deux conditions ne se retrouvent pas ou si leurs rôles sont altérés.

Ces deux prémisses ou exigences forment une unité qui ne peut être détruite sans impunité. Si le pouvoir politique de la société n'est pas fermement aux mains d'un parti révolutionnaire de la classe ouvrière, les organes ou organismes d'« autogestion » seront alors incapables de se développer ou bien dégèneront.

Ceci se voit tout aussi bien dans l'Etat bourgeois classique que dans l'Etat bourgeois moderne (qui évolue vers un capitalisme d'Etat, vers une structure où n'existe qu'un seul propriétaire monopolistique des moyens de production et donc qu'un seul monopole exploiteur — l'Etat — alors que la majorité écrasante de la population demeure un objet exploité). Dans les Etats bourgeois, de type classique ou moderne, les organisations chargées de défendre les intérêts économiques des travailleurs deviennent rapidement des structures non démocratiques parce que le pouvoir politique de la société n'est pas aux mains de la classe ouvrière, qui seule a intérêt au progrès rapide de la démocratie.

Mais si, après avoir pris le pouvoir politique, le parti révolutionnaire de la classe ouvrière néglige de mettre en place des organes démocratiques aux échelons les plus bas, c'est-à-dire dans les usines, le parti lui-même peut alors facilement dégènerer. Sa direction et son activité politique pratique entrent de plus en plus en contradiction avec les intérêts et les revendications élémentaires des travailleurs, et violent de plus en plus systématiquement les principes de démocratie aussi bien dans la société tout entière qu'à l'intérieur du parti lui-même.

Des individus et un appareil bureaucratise finissent par l'emporter dans la direction et dans le travail du parti. Cet appareil bureaucratique recherche d'importants privilèges matériels, de loin supérieurs au standard de vie de la majorité des ouvriers. Sur la base des positions qu'elle obtient dans la société, la bureaucratie défend alors ses privilèges au détriment des revendications populaires pour un renouveau révolutionnaire dans le domaine social.

Si nous nous rendons compte que ce processus désastreux ne s'est pas produit seulement dans notre pays, nous devons comprendre qu'il n'est pas survenu accidentellement, mais qu'il est le résultat d'un certain processus régulier. Son origine n'est pas dans le caractère mauvais de certains individus ; elle n'est pas non plus dans une incapacité quelconque de la classe ouvrière de créer un ordre social meilleur à tous égards et plus libre que tous les autres qui l'ont précédé, ni évidemment dans un défaut de notre théorie ; mais elle provient simplement d'un manque de respect des principes marxistes-léninistes et des deux prémisses de la démocratie socialiste, du refus de maintenir l'unité, l'unité absolument inviolable des deux éléments dont nous avons parlé. Les deux doivent aller de pair ; ils doivent être développés simultanément et de façon coordonnée. On ne doit pas négliger l'un pour l'autre. C'est seulement ainsi qu'il y aura garantie réelle que la démocratie socialiste fonctionne.

Dans les rapports dominants de la société capitaliste, la base de la démocratie est une simple égalité formelle devant la loi. Dans la société bourgeoise, la démocratie se réalise seulement dans des actes « rituels », aux élections pour désigner des organes sur lesquels le citoyen moyen n'exerce qu'un minimum de contrôle direct effectif. Et cette démocratie ne concerne absolument pas les rapports de travail.

Mais, dans le socialisme, le fondement de la démocratie est la démocratie dans les ateliers et les usines, c'est-à-dire dans le domaine des « producteurs eux-mêmes » (ouvriers, techniciens, travailleurs, intellectuels, etc.), dans le domaine de la vie et de l'activité quotidienne réelles des hommes, où ils sont plus concrètement associés et où leurs besoins, leurs intérêts, leurs revendications naissent et se satisfont effectivement. C'est pourquoi Marx appelait cette démocratisation fondamentale, sous le socialisme, la loi de « l'auto-réalisation de la classe ouvrière », auto-réalisation décisive au moins dans le domaine politique.

Nous ne pouvons pas nous passer de cet élément de base de la démocratie socialiste, à savoir des organes démocratiques auto-gérés dans les usines, si nous voulons une garantie que la démocratie socialiste est réellement maintenue. Cet élément de base de la démocratie socialiste est en fait sa composante centrale. Les droits démocratiques des organisations auto-gérées ne peuvent être élagués.

Si le pouvoir dans la société est réellement aux mains d'un parti révolutionnaire, ces droits ne doivent pas être amputés sous prétexte qu'ils gênent la construction d'une économie moderne complexe et ses entreprises, ou qu'ils contrarient les nécessités sociales. L'auto-gestion ouvrière, fondement de l'organisation démocratique de la société, ne peut entrer en conflit fondamental avec le parti. Les intérêts du parti sont précisément ceux-là : faire progresser et défendre un ordre démocratique au moyen de structures sociales démocratiques.

L'ordre ou la structure socialiste démocratique a, évidemment, des caractéristiques distinctes. Il n'a, par exemple, rien de commun avec la structure de la démocratie bourgeoise. Tandis que la démocratie bourgeoise crée des mécanismes de transfert compliqués et des subterfuges légaux les plus divers pour soustraire des mains des véritables producteurs l'administration de la société et tous les contrôles sur celle-ci, la démocratie socialiste doit logiquement œuvrer dans le sens contraire jusqu'à ce qu'elle soit reconnue.

Les mécanismes et la structure de la démocratie socialiste et de toutes les organisations édifiées et gérées conformément aux principes de démocratie socialiste ne peuvent et ne doivent pas être trop compliqués ou incompréhensibles. Ils doivent être, comme le disait Marx, « transparents » aux yeux de tous les ouvriers. Sinon, l'expérience le prouve, les producteurs eux-mêmes auront du mal à les utiliser.

Ce que nous devons faire, c'est supprimer toutes les institutionnalisations excessives et hypertrophiées. Au lieu de favoriser la démocratie, comme il pourrait sembler à première vue, cet excès d'institutions l'accable et la transforme en un simple formalisme. Ce que nous devons faire, c'est introduire les formes les plus pures de démocratie ouvrière directe. Cette vieille revendication émise par Marx est aujourd'hui encore le centre d'attention de la gauche marxiste, par exemple dans la lutte des classes actuelles en Europe occidentale.

Du point de vue des principes de la démocratie socialiste, deux types d'organisation sont possibles, que nous pouvons caractériser l'un comme vertical, l'autre comme horizontal.

Le type vertical se trouve principalement dans un échelon-nage ascendant. Il y a l'échelon des unités organisationnelles les plus basses, les échelons du département, du district, de la

région, et ainsi de suite jusqu'au Comité Central. Les dirigeants ou comités des différentes organisations aux différents échelons sont élus conformément aux principes du centralisme démocratique. Cependant, en pratique, en dépit d'un respect formel du centralisme démocratique, il est facile, dans ce type d'organisation, de transformer les cadres eux-mêmes en de simples appareils payés, dirigés par un cercle restreint au sein de la direction, et devenant finalement un instrument aux mains de dirigeants individuels, qui agissent sans consulter les membres.

La possibilité pour les membres de perdre le contrôle d'une telle organisation croît proportionnellement à la complexité de l'appareil. Une telle organisation court perpétuellement le danger de perdre son caractère réellement socialiste, si l'activité bureaucratique de l'appareil prédomine sur l'initiative et le contrôle des membres.

En même temps, en outre, une organisation de ce type recèle une tendance à décourager l'initiative des membres, de la freiner et finalement de la supprimer. A vrai dire, dans un type d'organisation vertical, existe un danger sous-jacent que la priorité soit donnée au travail de l'appareil anonyme, payé, au détriment de l'activité et de la libre participation de tous les membres dans l'administration et la conduite du travail de l'organisation. Ceci survient dans un intérêt de simplification des tâches internes à l'organisation, pour faciliter son fonctionnement tranquille, et simplement parce que c'est plus confortable d'agir ainsi et qu'on n'a pas besoin du plus haut degré de responsabilité.

La pratique courante dans les organisations de type vertical conduit très souvent à créer chez les gens une atmosphère de passivité, d'indifférence, d'inactivité, de manque d'initiative et de soumission apathique en toutes circonstances.

La conséquence la plus importante de ceci, c'est qu'évidemment, une telle organisation perd la capacité de se contrôler et de corriger son style de travail effectivement et à temps. Seule une participation active et démocratique des membres (une organisation qui est démocratique pas seulement sur papier) peut assurer un auto-contrôle et une auto-gestion de l'organisation, de façon continue.

En même temps, une organisation de type vertical, précisée dans la mesure où elle est une structure hiérarchique où les éléments de rang élevé gravissent perpétuellement des échelons toujours plus hauts et montent en « importance » peut facilement amener le sommet du parti à se couper de sa base. Elle peut facilement entraîner la disparition de la signification importante qu'à l'organisation à l'échelon le plus bas mais le plus fondamental — principalement l'organisation dans les usines, dans les lieux de travail quotidien — et par conséquent de faire oublier les intérêts et les besoins des producteurs eux-mêmes.

Avec un type d'organisation vertical, les intérêts et les positions des échelons supérieurs — les échelons de district, de la région et, bien entendu, l'échelon central — bénéficient d'une primauté injustifiée. Dans ces conditions, il est plus qu'aisé de violer le principe du centralisme démocratique, au détriment complet de la démocratie. En même temps, au nom des échelons supérieurs, un simple appareil de fonctionnaires rémunérés prend parfois même la place des assemblées plénières de district, régionales ou centrales.

Les phénomènes qui se manifestent dans les organisations

de type vertical aboutissent aussi à une suppression déplaisante et en fait dangereuse de toute connaissance idéologique, de toute vie idéologique, de tout progrès et de toute activité intellectuelle au sein des cercles de membres les plus larges. La majorité écrasante des campagnes « idéologiques » les plus diverses est orchestrée de telle sorte que des leçons idéologiques, entièrement préfabriquées, sont transmises de haut en bas. Cette caractéristique de l'éducation du parti se traduit par une passivité idéologique aussi bien de la part de ceux qui « transmettent » ces leçons, que de la part de ceux qui les reçoivent.

L'appareil considère avec suspicion toute initiative de la part des membres, étant donné que celle-ci représente une déviation par rapport aux habitudes confortables. Une initiative de la part des membres créerait, pour l'appareil, une tâche qui pourrait montrer — à Dieu ne plaise — que la direction est inadéquate et qu'en conséquence, elle doit être remaniée ou révoquée en totalité. Un tel appareil désire toujours que toute l'éducation idéologique soit un pêle-mêle de jugements et de phrases connues par cœur, desquels il est recommandé de ne pas s'éloigner. En vérité, c'est cela que s'efforce de réaliser l'appareil.

Si un tel travail « idéologique » se poursuit sur une période de plusieurs années, le seul résultat possible, c'est l'aggravation de l'apathie à répéter les fondements idéologiques, la destruction de l'idéologie et de la théorie, et le remplacement de l'idéologie et de la théorie en un anonement vide et morne. Ainsi, l'une des armes la plus fondamentale, la plus importante et la plus efficace de la classe ouvrière révolutionnaire et de son organisation est détruite.

Donc, les conditions régissant le travail au jour le jour de l'appareil bureaucratise ne conduisent qu'à affaiblir cette capacité d'organisation du travail et de l'auto-défense. Si ensuite l'appareil se plaint de l'apathie et de la passivité des membres, cela ressemble à un homme en train de voler et qui crie : « Au voleur ! »

Tout ceci — et tout ce que la réalité nous montre en plus — constitue un danger. L'expérience que nous en avons eue a été considérable. Et maintenant, nous avons plus que raison de prendre en considération un type d'organisation dont la structure interne offrirait des garanties plus substantielles pour que le parti ne se dresse pas au-dessus de toute démocratie ouvrière, au-dessus de toute possibilité de critique et de correction de la part des membres de base. »

Zbynek FISER.

APRES L'INTERVENTION

« L'intervention soviétique du 21 août a été un véritable révélateur des courants politiques en Tchécoslovaquie. La seule lutte pour « un socialisme humain », pour la liberté et la démocratie, avec tout ce que cela signifiait de confus a montré ses limites. Maintenant il faut expliquer l'échec de la tentative « réfor-

miste » de Dubcek et l'idée d'un programme clair permettant l'organisation des masses de façon autonome par rapport à la bureaucratie gagnée en force. De ce point de vue, la gauche marxiste et révolutionnaire est la mieux armée.

La grève de 3 jours de novembre 68 des étudiants a montré la maturation politique considérable de ce milieu. Dans une ambiance analogue à celle de la Sorbonne du mois de mai se sont tenus une série de meetings sur l'Amérique latine, la lutte des nouvelles avant-gardes en Europe occidentale et la montée révolutionnaire de mai en France. Mais surtout elle a permis aux étudiants de tisser avec la classe ouvrière des rapports solides. Plusieurs milliers de résolutions soutenant le combat des étudiants sont arrivées au Comité de Grève, venant des plus grandes usines (C.K.D. machines-outils de Prague, Skoda automobiles de Pilsen, Usine d'Armement de Zbrojovka, etc.).

C'est à la suite de cette grève qu'est né le Mouvement de la Jeunesse Révolutionnaire qui regroupe des étudiants (en majorité) et quelques jeunes travailleurs. Ce mouvement est décidé à mener la lutte pour une société socialiste débarrassée de la bureaucratie, et fondée sur les Conseils ouvriers qui détiendront le véritable pouvoir économique et politique. »

MANIFESTE CONSTITUTIF DU MOUVEMENT DE LA JEUNESSE REVOLUTIONNAIRE TCHECOSLOVAQUE

« Vivant dans un système social dans lequel le mode de production capitaliste et les rapports de production capitalistes ont été supprimés mais dans lequel n'a pas été commencée l'édification d'une société socialiste et démocratique, et guidés par l'idée de la résistance à l'abus qui est le fait des idéaux communistes et par l'idée que nous avons le droit et le devoir de lutter activement pour la réalisation de ces idéaux contre tous ceux qui les ont deshonorés et en ont abusé, nous proclamons la constitution du

MOUVEMENT DE LA JEUNESSE REVOLUTIONNAIRE

Nous sommes convaincus que la voie du peuple tchécoslovaque vers le socialisme, comme celle du peuple de l'U.R.S.S. et des peuples des démocraties dites populaires, sera celle de la destruction de la machine bureaucratique, de l'élimination de la bureaucratie comme couche sociale et de l'installation du système d'auto-gestion. Ce système d'auto-gestion doit être réalisé dans tous les domaines de la vie sociale : dans les lieux de production où il doit constituer l'expression du pouvoir politique et économique dans la forme de conseils d'ouvriers. Ce système d'auto-gestion permettra la réalisation de l'activité et de l'initia-

tive créatrice de chaque travailleur, créera les prémisses nécessaires de la révolution scientifique et technologique, révolution qui fera disparaître les sous-consommation et les inégalités sociales qui en résultent. L'auto-gestion et ses conséquences sociales, pratiquées à l'échelle internationale aboutiront à la suppression de l'organisation étatique et de ses institutions.

C'est le chemin que notre pays a parcouru depuis le mois de janvier qui constitue les prémisses de cette voie révolutionnaire. Cette voie a été interrompue par les armées des cinq pays membres du Pacte de Varsovie.

A la lumière des expériences que nous avons acquises au cours des luttes pour la démocratie socialiste menées au cours de cette année, et notamment des expériences des mois d'août et de novembre, nous sommes convaincus que c'est la classe ouvrière qui jouera le rôle déterminant dans cette lutte. Les étudiants et les jeunes auront pourtant un rôle important à tenir. Nous concevons cette voie révolutionnaire comme un processus révolutionnaire permanent pouvant avoir une influence sur le développement de la révolution mondiale. Nous sommes aussi convaincus :

1) Que l'attente passive du « processus de la renaissance » en Union Soviétique serait en contradiction directe avec le devoir de l'homme dont la tâche sociale, selon la conception de Marx, est de modifier et de transformer la réalité qui l'entoure ;

2) Que la limitation de l'activité sociale à la seule pression sur la direction du parti et de l'Etat serait une myopie politique. C'est le chemin de la capitulation totale devant la direction soviétique dans lequel la direction de notre parti et de notre Etat s'est engagée le 26 août de cette année, qui confirme chaque jour le bien fondé de notre conviction.

Dans les luttes du mois de novembre, s'est réalisée une unité des étudiants et des ouvriers, jamais atteinte jusqu'ici. Toute notre activité tendra vers la consolidation de cette unité par la voie d'un échange d'avis démocratiques. Nous nous efforcerons donc d'élargir et d'approfondir la conscience révolutionnaire de la jeunesse, des étudiants et des ouvriers, de maintenir leur unité idéologique et d'action et de nous préparer à la confrontation avec les forces réactionnaires. Les expériences que nous avons réalisées au cours des glorieuses journées d'août et des grands combats de novembre nous y serviront. Nous nous rendons compte qu'il est difficile — bien que pas impossible — d'opposer à l'énorme potentiel militaire des occupants une résistance armée. Enrichis par les formes de lutte basées sur la résistance passive, nous sommes convaincus que dans cette lutte, le peuple tchécoslovaque, non seulement demeurera invaincu mais portera aussi des coups durs aux régimes bureaucratiques en Pologne, en Hongrie, dans la République Démocratique Allemande et en U.R.S.S. même. Ce combat peut aboutir à la révolution politique dans l'ensemble des pays du bloc socialiste, groupant 300 millions d'hommes, libérer des peuples entiers et inaugurer ainsi la nouvelle époque de l'édification du socialisme. Il sera accompagné par des luttes révolutionnaires anti-impérialistes dans les pays occidentaux. Ce double processus — à l'Est et à l'Ouest — en commun avec le mouvement révolutionnaire du tiers monde nous amènera à la révolution mondiale.

Nous avons pesé les risques que comporte l'action que nous engageons. Nous n'avons pourtant aucune autre possibilité. L'alternative qui nous est offerte par les dirigeants de l'époque d'avant août, qui demeurent à la tête du parti et de l'Etat et qui gardent, du moins partiellement, le visage qu'ils avaient auparavant, ne mène à aucune issue. Nous y voyons une cécité politique proche de l'aveuglement, propre à entraîner notre pays à une débâcle politique, économique et morale de plus en plus profonde.

Dans la lutte pour les intérêts du peuple tchécoslovaque et de la classe ouvrière, dans la lutte contre toutes les forces anti-socialistes (armée soviétique, partie capitulaire de plus en plus influente de notre direction politique, fraction droitière du parti communiste tchécoslovaque aux tendances fascisantes, etc.), qui nous unit, nous partons de la considération que leur puissance et leur activité sont illégales, et ce, pour toutes les raisons juridiques et morales.

Dans notre activité, nous considérons comme nécessaire :

1) La création d'une structure organisationnelle permettant la confrontation des points de vue et l'unité d'action des étudiants et des jeunes ouvriers et employés ;

2) L'action dans la mesure du possible, dans d'autres organisations de jeunesse, et ce, tant dans le domaine politique, social, professionnel, etc. ;

3) Le développement d'une unité sans forme organisationnelle rigide avec d'autres jeunes sous la forme d'actions politiques concrètes ;

4) L'organisation de discussions politiques pour un large public ;

5) La diffusion et propagation par tous les moyens, des opinions et de toutes les informations politiques ;

6) L'étude des formes de la lutte anti-impérialiste dans les pays du tiers monde et dans l'Occident et de l'activité de l'« extrême gauche » en vue d'établir des contacts avec tous ceux qui soutiennent ces luttes ;

7) L'étude, de la même façon, de l'activité des forces potentiellement révolutionnaires en U.R.S.S. et dans les démocraties populaires ;

8) Accorder aux éventuelles fractions du mouvement de la jeunesse révolutionnaire le droit d'activité fractionnelle dans le cadre du mouvement, cette activité pouvant être exercée, selon les accords pris, tant en commun avec ou sans autres fractions du mouvement.

Le M.J.R. est ouvert à tous les jeunes sans égard à leur appartenance politique pour autant qu'ils sont d'accord avec les principes de ce manifeste. »

Pour rendre compte de l'ambiance générale, nous publions ci-après une lettre que nous recevions fin novembre.

« Jeunesse communiste révolutionnaire

Prague, le 10 novembre 1968.

P a r i s

Aux étudiants allemands, autrichiens, roumains, yougoslaves,

Chers collègues,

Dans la situation tragique qui s'est créée par l'intervention militaire traître des troupes des cinq pays — membres du Pacte de Varsovie en Tchécoslovaquie, situation qui devient de plus en plus pénible pour notre peuple nous vous demandons de vous solidariser avec le mouvement étudiant tchécoslovaque.

Dans notre lutte politique, nous ne voulons pas exagérer le rôle des étudiants ; nous sommes persuadés que seul le peuple tchécoslovaque avec sa classe ouvrière en tête, aidé par le mouvement ouvrier et révolutionnaire international, puisse se libérer du joug qui l'opprime ; mais nous sommes également convaincus que les étudiants, étroitement liés aux ouvriers, ont non seulement le droit, mais aussi le devoir de lutter contre les conséquences néfastes de la politique des concessions pratiquée par nos dirigeants actuels.

Contre l'ingérence perpétuelle des dirigeants soviétiques dans les affaires internes de notre peuple qui pratiquement détermine notre situation politique contre la brutalité de notre police qui s'est manifestée le 28 octobre et surtout le 7 novembre pendant les démonstrations spontanées de la jeunesse lycéenne et ouvrière, contre les mesures privant notre vie politique des dernières traces des libertés de parole et de réunion, contre l'activation des forces quasi-fascistes qui se sont créées au sein du Parti communistes et qui sont tolérées par celui-ci, forces qui dans le cadre de leur collaboration la plus étroite avec les représentants militaires et civils de l'élite du pouvoir soviétique exigent les massacres des forces progressistes authentiquement socialistes et la terrorisation du peuple, contre la désillusion de notre peuple et la résignation partielle qui en découle, nous préparons les formes paisibles de la lutte politique : les meetings dans les Facultés, les démonstrations dans les rues, les meetings communs des étudiants, le boycottage des cours, les grèves d'occupation etc. Nous comprenons cette lutte comme lutte pour la pensée politique des étudiants, comme lutte pour l'unité des étudiants et des ouvriers.

Les étudiants de Prague et des autres villes ont déjà organisé leurs réunions et meetings (parfois accompagnés du boycottage des cours ou des grèves d'occupation), ils ont également élu leurs représentants dans les Comités de grève qui envisagent une grève générale des étudiants tchécoslovaques (on discute actuellement les problèmes du commencement et de la durée de cette grève), ils ont formé leurs comités d'action (comme p. ex. le nôtre qui représente dix Facultés et Ecoles supérieures de Prague), ils sont entrés en contact avec les ouvriers de plusieurs entreprises

de Prague, ils ont assuré la coordination du mouvement étudiant dans toute la République, y compris la Slovaquie.

Dimanche prochain, le 17 novembre, nous célébrons la Journée internationale des étudiants. C'est l'anniversaire de la mort tragique de l'étudiant pragois Jan Opletal qui, il y a 29 ans, a été victime de la lutte contre l'envahisseur nazi. Mais c'est aussi l'occasion de se souvenir des victimes qui ont trouvé leur mort pendant la montée révolutionnaire après le 20 août de cette année-ci.

Nous vous demandons, chers collègues, de manifester votre solidarité avec le peuple tchécoslovaque et sa lutte pour le socialisme, avec les étudiants tchécoslovaques et toute notre jeunesse. Nous sommes persuadés que la Journée internationale des étudiants vous offre une date opportune.

Fraternellement

COMITE D'ACTION DU 17 NOVEMBRE

Notre adresse : Akeni vybor 17.listopadu

ARS Filosofická fakulta
Nám. Krasnoarmějců
Praka 1

N.B. Cette lettre est envoyée en même temps à l'UNEF.»

LE PARTI REVOLUTIONNAIRE SOCIALISTE

Pour présenter le P.R.S.T. né au cours de l'été 69, il nous paraît plus correct de nous limiter à reprendre sa description parue alors dans le très officiel *Tvorba* n° 2 sous la plume du trotskyste Vladimir Rasin qui était ce jour-là de service.

« La tactique illégale de la contre-révolution est apportée par des tracts édités illégalement (sic!) par des « organes » du prétendu « Comité Central du P.R.S.T. ». Dans l'argumentation de ces publications, on peut trouver les échos de l'argumentation que nous avons fréquemment lue dans notre presse l'été dernier, les échos des opinions des discutailleurs qui s'occupaient d'un modèle spécial pour le socialisme en Tchécoslovaquie. Bien que l'idéologie de ces documents rappelle beaucoup les thèses du trotskysme connues depuis longtemps (re-sic!) on ne peut pas ne pas remarquer un style respectant dans beaucoup de domaines la doctrine social-démocrate. Le problème central de ces « experts en idéologie » est de savoir comment continuer. Je ne pense pas offrir de publicité à ce « Parti Révolutionnaire Socialiste » mais si je dois caractériser ses buts contre-révolutionnaire, je dirai simplement que sous le mot d'ordre : « Tout le pouvoir au peuple armé » se cache la décomposition de la classe ouvrière et du P.C.T., la destruction du pouvoir d'Etat et la mise

en cause de toute la production et par conséquent de toute l'économie en état d'anarchie désolante. »

Comme la lecture de cet article nous a davantage éclairé sur la personnalité (et le style) de M. Rasin que sur la nature du P.R.S.T., nous publions la déclaration de son Comité Central.

DECLARATION DE LA COMMISSION IDEOLOGIQUE DU PARTI REVOLUTIONNAIRE SOCIALISTE

« Puisque la résistance du peuple tchécoslovaque contre la politique réactionnaire de la direction bureaucratique du pouvoir non seulement ne cesse pas, mais prend de nouvelles formes, nous nous adressons au grand public tchécoslovaque au nom du Parti révolutionnaire socialiste. Notre programme et notre but, on peut les exprimer par une seule phrase : pour que notre avenir soit celui d'un peuple libre qui soit maître de son sort il est nécessaire que chacun de nous soit actif, conscient et courageux, parce que la liberté, on ne la reçoit pas comme cadeau, on ne l'obtient que dans la lutte.

Récemment, dans nos provinces⁷ on a répandu un tract s'adressant au grand public tchécoslovaque pour que le 21 août :

- personne n'utilise les transports municipaux ;
- personne n'achète ni journaux ni revues ;
- personne ne fasse aucun achat ; les marchandises nécessaires seront achetées la veille ;
- personne n'aille au café, au cinéma, au théâtre, nulle part ;
- tout le monde s'arrête de travailler cinq minutes à partir de midi ;
- les autos s'arrêtent également à partir de midi, les phares allumés et fassent retentir leurs klaxons ;
- les sirènes d'usines sifflent ;
- on honore les lieux où sont tombés les victimes le 21 août dernier et les jours suivants ;
- on honore les lieux qui évoquent la lutte de notre peuple pour la liberté.

Nous sommes persuadés du fait que le peuple tchécoslovaque, qui a entendu cet appel et l'a diffusé avec enthousiasme dans tout le pays, saura célébrer cet anniversaire comme il convient et prouvera — à la direction bureaucratique du pouvoir et à lui-même — qu'il n'est pas vaincu, qu'il est décidé à lutter et qu'il en a les moyens. C'est pourquoi il faut que ce 21 août ait un caractère résolu et combatif, pour que cette journée ne soit pas seulement une journée de tristesse et de souvenir pieux, mais une journée de résistance.

Il semble que l'intention de ceux qui ont appelé le peuple tchécoslovaque à la protestation n'était pas d'exclure — en s'en

6. Ici et dans le texte suivant, les auteurs utilisent dans l'original tchèque l'expression « centre bureaucratique » ou « centre bureaucratique de pouvoir », où le mot « centre » a un caractère péjoratif (N. d. T.).

7. C'est-à-dire en Bohême, Moravie, Silésie tchèque et Slovaquie (N. d. T.).

tenant à ces mots d'ordre — d'autres actions éventuelles pouvant surgir de la situation. Nous pensons qu'il pourrait s'agir d'un d'un mouvement de protestation : meetings des travailleurs dans les entreprises et sur les lieux de travail, pendant les heures de travail et même après ; il pourrait s'agir aussi de prolongations et de reprises des grèves politiques. La semaine du 21 au 27 août fournit l'occasion d'une série d'actions comme la célébration du premier anniversaire du XIV^e Congrès du PC tchécoslovaque, de celui de la grève réussie d'une heure ; évocation du honteux diktat de Moscou et de la trahison de la direction de pouvoir d'alors. C'est l'occasion de publier les documents de cette célèbre semaine, où le peuple tchécoslovaque s'est retrouvé, où il s'est décidé à la résistance, et où à la force des tanks et des mitraillettes, il a opposé la force de la raison et de la parole, aux mensonges il a opposé la vérité, à l'oppression et la violence, l'idéal de liberté. Car l'importance d'août, son aspect positif, réside en l'activité autonome de notre peuple, sa fermeté, son courage et son indépendance.

La résistance ne peut pas se limiter au 21 août et aux jours qui ont suivi ; cette résistance à la politique de terreur de Husák, terreur qui grandit et enserre tout le pays, doit — en gardant son caractère de masse — s'organiser, se préciser ; chacun de nous doit s'engager dans ce travail, sinon nous serions privés de perspectives pendant de longues années. C'est pourquoi il faut progressivement élaborer le programme de votre entreprise, de vos lieux de travail, parce que c'est à vous qu'il revient de formuler la politique économique future, c'est à vous qu'il revient de disposer de façon unique et absolue des moyens de production sur lesquels vous travaillez : instruments, machines, équipements, moyens de transports, terres. Les idées résultant de vos discussions, il faut les écrire, les afficher, les ronéoter si c'est possible, les communiquer aux travailleurs des autres lieux de travail, les diffuser dans les quartiers et communes. Il est de votre droit et devoir de savoir comment fonctionne la direction de votre usine, quelles pressions sont exercées sur elle par les organes supérieurs (les directions d'entreprise et de consortium, le ministère, l'appareil du parti, etc.), de connaître les prix des matières premières du matériel, le prix des produits et leur destination. Il est de votre droit et devoir de savoir si vous travaillez pour la consommation ou une autre production ou bien si vous travaillez pour le stock — de savoir quelles pertes découlent des pauses, causées par le mauvais transport du matériel ou bien par le dégoût légitime des travailleurs de travailler. Il est indispensable de savoir quelle rémunération (gratifications, primes, etc.) reçoivent les membres de la direction économique. Il est tout simplement de votre droit de réclamer par l'intermédiaire des ZV ROH, de connaître jusqu'au dernier détail le véritable bilan financier et la gestion de votre entreprise. Ce droit au contrôle ouvrier, prenez vous-même l'initiative de le défendre ; les réalités connues, publiez-les et faites-les connaître à tous les travailleurs car ce n'est qu'ainsi que vous pouvez pénétrer dans la problématique de la gestion d'entreprise pour que vous soyez capables à l'avenir de l'administrer et de la gérer. Il est absolument nécessaire de refuser

8. ZV ROH — Comité d'entreprise — de base — du ROH = Mouvement « Révolutionnaire » des Syndicats (les guillemets sont mis par nous).

toute « participation » à la gestion de l'usine et de l'entreprise. Les conseils des travailleurs (existants) qui n'ont pas et, dans le système existant, ne peuvent même pas avoir d'influence réelle sur la gestion économique ne peuvent pas au nom des travailleurs accepter la responsabilité de la politique économique actuelle tendant à un échec total. Ce n'est pas la participation à la gestion, mais le contrôle ouvrier aujourd'hui et la gestion de l'économie par les travailleurs eux-mêmes demain — notre programme après la prise du pouvoir politique par le peuple tchécoslovaque. En même temps il est extrêmement important de se lier aux travailleurs des autres entreprises, aussi bien dans la même branche professionnelle (la même union syndicale), que sur le plan social et cela sans tenir compte de l'appartenance à l'une ou l'autre union syndicale. Si les contacts horizontaux sont interdits au P.C. Tchécoslovaque dans les conditions du travail dans le R.O.H., vous avez le plein droit de contacter, d'échanger les informations et expériences de vous unir pour coordonner vos actions sans tenir compte de l'appartenance syndicale.

Seule votre activité est un véritable obstacle à la mainmise totalitaire progressive de notre vie, au stalinisme le plus noir. Seule la résistance, l'unité de nous tous peut rendre impossible à la direction bureaucratique la répression contre les étudiants, intellectuels, syndicalistes, contre chacun d'entre nous. Les procès politiques se déroulent difficilement dans un pays, où les travailleurs sont décidés à entrer en grève pour protester contre ces procès ; les actions de grève peuvent avoir en effet les conséquences désastreuses pour la direction bureaucratique. Cette résistance commune et unie, c'est le principe essentiel de notre Parti révolutionnaire socialiste. Dans les conditions d'une activité populaire, il peut mettre en avant ses conceptions, les confronter à celles des autres et les corriger dans la discussion mutuelle ; dans l'atmosphère de procès politiques et de peur, il ne peut être qu'une petite secte isolée, sur une population résignée, désorientée et privée de perspectives, il ne peut guère avoir d'influence. Ce n'est pas notre parti, mais chacun d'entre nous qui est garant du développement prochain de notre société. Chacun doit réfléchir à ce qu'il fait et ce qu'il peut faire pour notre émancipation.

Il semble que les acquis précieux issus de janvier 1968 vivent encore au moins dans la pensée des hommes : c'est la victoire sur la peur, c'est la volonté des travailleurs de décider eux-mêmes de leur propre destin, c'est la discussion libre sans censure ni réglementation, c'est la confrontation des différentes opinions, conceptions et programmes, c'est l'idée que les syndicats seront un véritable instrument de défense des travailleurs et non une courroie de transmission de la bureaucratie pour leur oppression.

D'un autre côté, nous sommes guéris d'un certain nombre d'illusions : nous ne croyons plus au mythe de la légalité, parce que nous savons que la bureaucratie utilise les lois dans ses propres intérêts et contre celui du peuple et nous sommes prêts à violer ces lois antipopulaires (lier le travail légal dans les syndicats, dans le P.C. Tchécoslovaque au travail illégal et, graduellement, quitter, s'il le faut, les formes légales de la lutte). Nous ne croyons pas à la réalisation de la réforme économique dans le cadre du système existant car sa dynamique menace les intérêts de la bureaucratie nationale et internationale qui n'abandonnera pas de son plein gré ses positions. Les tendances à la

décentralisation suscitent en effet une activité populaire autonome qui est, pour le régime bureaucratique, un danger mortel et favorise les tendances à la prise du pouvoir dans les entreprises et les lieux de travail par les conseils des travailleurs qui ne seront responsables ni devant les ministères, ni devant la direction bureaucratique. Nous ne croyons pas au Programme d'action du P.C. Tchécoslovaque ; nous savons qu'il est humain et qu'il a été écrit dans les meilleures intentions et que nous pouvons être d'accord avec lui sur beaucoup de points ; mais nous nous rendons compte qu'il s'agit d'un programme de l'aile libérale de la direction du P.C. Tchécoslovaque et que ses buts doivent se heurter (et cela, nous l'avons tous vu en août) avec ceux de la bureaucratie internationale, dirigée par les seigneurs du Kremlin. L'invasion d'août a prouvé que ce programme n'est pas valable parce qu'irréalisable. Nous ne croyons plus au système où une direction (aussi humaine que celle de Dubcek) puisse décider pour les travailleurs sans eux parce que les travailleurs eux-mêmes doivent décider de leur propre sort. Nous ne croyons pas au socialisme dans un seul pays ni que le pouvoir de la bureaucratie puisse être renversé dans une petite Tchécoslovaquie isolée qui dès lors marcherait « par sa propre voie », vers « un socialisme au visage humain ». Car le socialisme est un et son visage est humain, autrement ce n'est pas le socialisme. Nous ne croyons pas à la neutralité parce que dans le monde où il y a les luttes sociales nous ne pouvons pas rester neutres comme nous l'étions en 1956, ni comme l'ont été en août 1968 les Polonais, les Hongrois et les Allemands — ce n'est pas la neutralité, c'est un crime. Nous ne croyons pas à l'aide de l'O.N.U., nous ne croyons pas à la « coexistence pacifique » entre l'impérialisme et les contre-révolutionnaires du Kremlin.

Nous ne croyons qu'en nous-mêmes, qu'en notre propre jugement, nos capacités et forces. Quand nous disons nous-mêmes, nous ne pensons pas seulement aux ouvriers, techniciens, paysans, étudiants et intelligentsia de nos pays, mais à tous ceux qui occupent une position sociale analogue n'importe où dans le monde, parce que nous avons compris que notre lutte et notre façon de nous organiser doivent avoir un caractère international. Notre situation diffère très peu de celle des travailleurs des « démocraties populaires » voisines, (c'est avec eux tout d'abord que nous devons nous lier), diffère même de peu de celle du peuple de l'U.R.S.S., où parfois l'oppression sociale s'accompagne d'une oppression nationale (en Ukraine, dans les pays baltes, en Transcaucasie et ailleurs). Bien que la conscience politique des peuples de ces pays soit souvent plus faible que chez nous — et la plus faible étant justement la Russie — ce sont nos alliés, ce sont nos frères qui deviennent progressivement nos camarades de lutte ainsi que les ouvriers français, italiens, ainsi que les peuples opprimés de l'Afrique et de l'Amérique latine, ainsi que les travailleurs du monde entier.

Essayons d'analyser la nature de notre système. Pas une minute on ne peut penser qu'il s'agisse du socialisme (et nous ne parlons pas seulement de la Tchécoslovaquie). Si nous examinons ce système, nous devons sans doute en venir à la conclusion qu'une révolution antibureaucratique, authentiquement socialiste est nécessaire. Il apparaît que le P.C. tchécoslovaque et les syndicats sont enchaînés à des directives et à des ordres venant d'en haut, dans la mesure toutefois où ils sont prêts à les accepter. Et ces organisations redeviennent progressivement des instru-

ments du pouvoir bureaucratique comme le sont déjà l'appareil d'Etat, l'appareil économique, la police, l'armée, les tribunaux. De ceci, il découle :

1) Garder les positions occupées dans les syndicats (Z.V. R.O.H.). Nous devons les garder parce qu'il est possible à partir de ces positions d'empêcher la répression et défendre les intérêts des employés contre les organes supérieurs. Néanmoins on ne doit pas se faire d'illusions en pensant que les syndicats et le P.C. Tchécoslovaque puissent devenir les instruments effectivement révolutionnaires des travailleurs. Sans doute, la lutte sera décisive entre les organisations autonomes des travailleurs. Sans doute, la lutte sera décisive entre les organisations autonomes des travailleurs et le pouvoir bureaucratique. Dans la situation actuelle — surtout dans les syndicats — certains groupes (fractions) dans les comités du R.O.H. peuvent avancer une ligne d'action contre la minorité conservatrice qui peut se sentir liée par la discipline du parti. Dans de nombreuses organisations du parti on peut boycotter complètement les directives venant d'en haut, attendre la dissolution et préparer les autres formes de lutte pour après la dissolution (c'est-à-dire le travail illégal d'une partie révolutionnaire de l'organisation — strictement clandestin). On devrait admettre pour principe qu'on ne quitte pas volontairement le P.C. Tchécoslovaque, mais on s'en fait exclure. Ce qui créera des grandes difficultés à la bureaucratie et en même temps favorisera la clarification des forces : ceux qui continueront à lutter, ceux qui se retireront dans la vie privée et ceux qui se rangeront derrière Husák.

2) Graduellement créer des groupes illégaux qui travailleront parallèlement aux activités légales dans le R.O.H. et le P.C. Tchécoslovaque et si nous y perdons nos positions, ils continueront leur travail illégal dont nous avons déjà parlé. Il est important que leurs membres aient une audience chez les travailleurs sans que personne ne sache qu'ils appartiennent à un tel groupe. Ils doivent avoir un contact avec les travailleurs des autres entreprises et dans le cas des contacts entre deux groupes clandestins des autres entreprises ces contacts ne doivent être assurés que par deux camarades pour limiter le danger de fuite. Dans les appartements et sur les lieux de travail éviter de garder des documents imprimés, fiez-vous plus à votre mémoire qu'à votre carnet d'adresses. Recueillez les informations, réunissez-vous diffusez ces informations, affichez-les. Ne nous laissons pas enfermer dans notre vie privée, ne courbons pas lâchement le dos. L'atmosphère sur les lieux de travail ne dépend que de notre courage et de notre intelligence. Nous sommes une énorme majorité et contre nous il n'y a qu'une poignée d'hommes.

Actuellement, une discussion est en cours dans notre parti sur les différentes possibilités de programme pour la société entière. A notre point de vue il s'agit d'un modèle de société socialiste, autogérée, de la démocratie des producteurs. Il s'agit de la réalisation graduelle des vieux idéaux des hommes libres, des idéaux de liberté, d'égalité et de fraternité qu'on ne peut atteindre qu'en supprimant les différences de classes et en créant la possibilité pour chaque individu de décider de sa vie, de son travail et de ses résultats. Mais pour que notre société puisse atteindre ces

but socialiste, elle doit — comme nous en sommes persuadés — passer par un processus révolutionnaire, elle doit tout d'abord supprimer la bureaucratie comme couche sociale ce qui veut dire qu'elle doit lui arracher son pouvoir politique et économique. A ceci est liée la suppression de tous ses moyens d'oppression, surtout de la StB⁹, de l'armée, des soi-disants Milices populaires et de la censure, tout simplement la destruction de l'appareil d'Etat ; et à ceci est lié l'armement général du peuple. Le peuple travailleur, prenant ainsi le pouvoir, pourra se regrouper — selon ses intérêts — dans les différentes organisations qui présenteront leurs différentes conceptions et programmes. Sa volonté s'exprimera néanmoins par ses propres institutions ne dépendant pas d'un seul parti — les conseils dans les lieux de travail, dans les branches, le conseil central des travailleurs et aussi les organes d'autogestion du peuple dans les villes et les communes. Ces conseils ne seront plus responsables devant la direction bureaucratique, mais devant les travailleurs, qui — dans l'atmosphère de libre discussion et de la liberté de la presse, de réunion et d'association — seront eux-mêmes garants que leurs représentants expriment les intérêts du peuple. Mais nous sommes d'avis que le peuple de nos pays ne peut franchir ce chemin seul : la situation géographique et économique ne le permettra pas, la bureaucratie internationale dirigée par le Kremlin ne l'admettra pas. Le processus révolutionnaire doit s'étendre aux autres pays ; en accord avec le peuple de ces pays nous voulons à l'avenir travailler et vivre. Mais notre Europe centrale et orientale ne peut pas, elle non plus, être distincte des autres pays — le socialisme implique solidarité et fraternité des hommes du monde entier. C'est pourquoi nos sympathies vont à ceux qui luttent contre l'oppression et pour la liberté, aux partisans latino-américains, aux étudiants et ouvriers français qui ont présenté en mai 1968 aux travailleurs d'Europe occidentale une alternative socialiste à leur avenir, aux Vietnamiens qui luttent contre l'Impérialisme américain. Car le monde n'est qu'un et les hommes doivent décider s'ils acceptent l'alternative des Nixon, Brejnev et Franco, c'est-à-dire l'alternative de la passivité, de la peur et de la non liberté, ou bien l'alternative de la société libre, socialiste. Nous croyons que le peuple tchécoslovaque occupera dans cette décision l'un des rôles avancés. Notre programme s'affinera sans cesse ; les tensions et contradictions dans nos pays entre classe ouvrière, intelligentsia, étudiants et paysans d'un côté et bureaucratie, dirigée par sa direction promoscovite, d'un autre côté devant s'aggraver, auront certainement une influence dans ce perfectionnement du programme. C'est ainsi que nous comprenons le point de vue de classe dans cette période historique.

Ce programme ne peut être réalisée que si de nombreux groupes d'ouvriers, techniciens, intellectuels et étudiants d'avant-garde font tous leurs efforts pour s'organiser. Les organisations en train de se créer doivent travailler ensemble et réaliser des actions communes même si leur conception et leur programme sont différents ; elles doivent s'associer dans le Front de la

9. StB = Státní tajná bezpečnost = Sécurité secrète d'Etat = Police secrète.

Résistance populaire. Quelques-uns d'entre vous rentreront peut-être dans notre Parti, vous trouverez progressivement le contact. Nous sommes d'accord pour collaborer avec d'autres organisations et partis.

La jeunesse occupera sans doute une place importante dans la résistance populaire ; elle n'est pas liée à des obligations et soucis familiaux. D'autre part elle a été le plus sensiblement touchée : elle a été privée de perspective et a à nouveau perdu ses droits. La bureaucratie se convaincra que cette jeunesse sans droit constitue dans l'histoire un facteur capital de première force.

Ceci est notre programme pour la période à venir :

1) Maintenir et soutenir par tous les moyens l'activité populaire, les actions indépendantes des travailleurs, s'informer mutuellement et garder le contact le plus étroit avec les travailleurs des autres entreprises.

2) Garder les positions acquises dans le P.C.T., dans les syndicats sur les lieux de travail.

3) En même temps créer de petits groupes sur la base de la plus stricte clandestinité. Les associer, les coordonner, créer en leur sein le programme de la lutte antibureaucratique, de la prise du pouvoir et aussi le programme de la société socialiste de l'avenir.

Août 1969

Commission idéologique du C.C. du Parti Révolutionnaire Socialiste Tchécoslovaque.

LIS — COPIE — ET FAIS PASSER! »

Aujourd'hui la répression s'abat à Prague et elle n'est pas dirigée contre de quelconques éléments pro-bourgeois, mais avant tout contre les militants révolutionnaires qui se réclament du marxisme. C'est le gouvernement tchécoslovaque qui insiste lui-même sur le « danger » que représente ce groupe. Ce fait seul doit ouvrir les yeux de ceux qui ne croient plus aux vieilles équations trotskysme = C.I.A. si éculées qu'aucun P.C. officiel (sauf le P.C.T.) n'ose plus les reprendre à son compte.

A Prague, la chasse aux sorcières est à nouveau ouverte. A nouveau, de vieux metteurs en scène tenteront de nous remonter le spectacle macabre des procès truqués. Mais, aujourd'hui, ça ne marchera plus. Ça ne marchera plus parce que le système stalinien n'est plus ce qu'il était et que la conscience révolutionnaire des masses, tant en Tchécoslovaquie que sur l'arène internationale est cent coudées au-dessus de ce qu'elle était en 1950.

Les accusés d'aujourd'hui n'ont rien à voir avec ceux d'hier. Ce ne sont ni des staliniens tombant sans comprendre, victimes d'un jeu interbureaucratique auquel ils avaient participé jus-

qu'alors (Slansky) ni des vieux militants communistes totalement brisés parce que sans perspectives.

En Tchécoslovaquie, mais aussi en Pologne, en Yougoslavie et en U.R.S.S. même, c'est une nouvelle génération qui a surgi. Elle connaît son ennemi, elle sait qu'aujourd'hui c'est l'époque de sa désagrégation.

En 1950 c'était le noir absolu. Aujourd'hui elle voit le bout du tunnel. Elle sait qu'elle n'est plus isolée¹⁰.

Maintenant nous avons la possibilité de faire sentir aux staliniens et à leur dépins que le rapport des forces a tourné.

Nous le ferons¹¹.

EXTRAIT DU PROGRAMME DE L'OPPOSITION COMMUNISTE EN POLOGNE

« Nous ne considérons pas la révolution antibureaucratique comme une affaire exclusivement polonaise. Les contradictions économiques et sociales que nous avons analysées ont mûri dans tous les pays bureaucratiques industrialisés, en Tchécoslovaquie, en R.D.A., en Hongrie, en U.R.S.S. »

Nous ne considérons pas non plus la révolution comme l'affaire exclusive de la classe ouvrière des Etats de dictature bureaucratique. Le système bureaucratique assimilé au socialisme par les propagandes officielles de l'Est et de l'Ouest, par les partis bourgeois et par les partis communistes officiels, compromet le socialisme aux yeux des masses populaires des pays capitalistes développés.

La bureaucratie internationale et sa force dirigeante — la bureaucratie soviétique — craint tous les mouvements révolutionnaires authentiques dans le monde, car ils menacent le monolithisme intérieur qui lui permet d'exercer sa dictature sur sa propre classe ouvrière. Désirant la stabilisation internationale et intérieure de son système sur la base du partage du monde en sphères d'influence avec le capitalisme, la bureaucratie étouffe les mouvements révolutionnaires sur son territoire et freine, au moyen de son influence sur les partis communistes officiels, le développement des mouvements en Amérique latine, Afrique, Asie. La révolution antibureaucratique est donc l'affaire du mouvement révolutionnaire international et de tous les mouvements en faveur de la révolution coloniale, en Afrique, en Asie et en Amérique latine. Elle est une partie du mouvement révolutionnaire mondial.

Comme toute révolution, elle menace l'ordre établi dans le monde et est menacée par les forces qui le défendent. La bureaucratie internationale, dans la mesure où elle sera encore suffi-

10. La bureaucratie ne s'y trompe pas. D'où son obsession « maldive » des contacts avec l'étranger.

11. Contenu dans *La Lettre ouverte au Parti Ouvrier Polonais*, écrite par K. Modzelewski et J. Kuron au début de l'année 1965. (Ces militants sont, aujourd'hui encore, emprisonnés.) Cf. *Cahier Rouge*, n° 4.

samment forte au moment de la crise, tentera d'étouffer la révolution victorieuse dans les premiers pays où elle se produira. L'impérialisme occidental tentera de profiter de notre révolution pour substituer à la dictature de la bureaucratie une dictature des monopoles capitalistes qui ne vaut guère mieux.

Notre allié contre l'intervention des chars soviétiques est la classe ouvrière russe, ukrainienne, hongroise, tchèque. Notre allié contre la pression et les menaces de l'impérialisme est la classe ouvrière de l'Occident industrialisé, la révolution coloniale montante dans les pays sous-développés. Contre l'entente de la bureaucratie internationale avec la bourgeoisie impérialiste internationale qui maintiennent des systèmes de dictature antipopulaires dans leurs sphères d'influence respectives, nous lançons le mot d'ordre traditionnel du mouvement ouvrier : « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! »

K. MODZELEWSKI et J. KURON.

Annexe

Il est instructif de comparer l'acte d'accusation porté contre Rudolf Slansky et les renseignements « officiels » qui nous sont parvenu sur le « nouveau complot ». Rappelons que Slansky était un des principaux dirigeants du P.C. en Tchécoslovaquie; (secrétaire général du P.C.T.) stalinien absolument orthodoxe, il aura la suprême jouissance d'être condamné à mort et exécuté en même temps que son collègue Clementis qu'il avait fait lui-même arrêter et inculper avec un scénario monté de toutes pièces.

Slansky et ses co-inculpés étaient accusés d'avoir « en tant que traîtres trotskystes-titistes, sionistes, nationalistes bourgeois et ennemis du peuple tchécoslovaque, du régime de démocratie populaire et du socialisme », créé, au service des impérialistes américains et sous la direction d'agences de renseignements occidentales ennemies, un centre de conspiration dirigé contre l'Etat, cherché à saper les bases du régime de démocratie populaire, à entraver l'édification du socialisme, à nuire à l'économie nationale », de s'être « livrés à une activité d'espionnage », d'avoir « tenté d'affaiblir l'unité du peuple tchécoslovaque et la capacité de défense de la République afin de la détacher de son alliance solide avec l'Union soviétique et de l'arracher à son amitié avec l'U.R.S.S., afin de liquider le régime de démocratie populaire en Tchécoslovaquie, d'y restaurer le capitalisme, d'entraîner de nouveau notre République dans le camp de l'impérialisme et de détruire sa souveraineté et son indépendance nationale ».

Réf. Procès des dirigeants du centre de conspiration contre l'Etat dirigé par Rudolf Slansky, compte rendu officiel des débats (Ministère de la Justice, Prague, 1953), p. 8.

Version 1970 du « complot trotskyste ».

Communiqué du Ministère de l'Intérieur :

«Les activités d'une organisation illégale, hostile à l'Etat, visant à perturber le processus de consolidation et à créer des crises politiques ont été récemment révélées par le ministère tchèque de l'intérieur. Les membres de cette organisation qui utilisaient des méthodes de conspirateurs, distribuaient diverses publications hostiles à l'Etat ayant pour but de renverser le régime socialiste de provoquer la résistance contre la direction du parti communiste et contre les dirigeants de la vie politique en Tchécoslovaquie. L'organisation s'efforçait de créer des cellules dans toutes les régions de la Tchécoslovaquie. Ces cellules devaient travailler conformément à l'idéologie trotskyste. Les organisateurs étaient en contact permanent avec l'étranger, d'où leur ont été fournies des instructions pour les activités hostiles à la république et la littérature trotskyste nécessaire.»

Achévé d'imprimer en janvier 1970
pour le compte de François Maspero, éditeur
sur les presses de l'Imprimerie Ch. Corlet, à 14 - Condé-sur-Noireau
Dépôt légal : 1^{er} trimestre 1970 — N° d'Imprimeur : 7966
N° d'Editeur : 330 — Premier tirage : 5.000 exemplaires

abonnez-vous à rouge

hebdomadaire de la Ligue Communiste
(Section Française de la IV^e Internationale)



B. P. 201 - Paris 19^e.

Pli ouvert : 6 mois	25 F
1 an	50 F
Pli fermé : 6 mois	40 F
1 an	80 F
Par avion : 6 mois	50 F
1 an	100 F
Abonnement de soutien	100 F

C.C.P. Paris 25 043 88

François Maspero, éditeur
1, place Paul-Painlevé, Paris-V^e

2,00 F